

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

Pouvoir Adjudicateur

Chambre de Commerce et d'Industrie de La Réunion
5 B rue de PARIS – CS 31023
97404 SAINT DENIS CEDEX
Tél : 02 62 94 20 00

Dossier : n° 6224SGTR53

NETTOYAGE DES LOCAUX DES SITES DE LA CCI REUNION

Procédure de consultation utilisée

Le marché est passé sur le fondement d'une procédure formalisée en application des articles : R2124-1 à 6 ; R.2162-1 à 4 ; R2162-13 et 14 ; R 2113-1 à 3 avec minimum du décret n°2019-259 du 29 mars 2019 du Code de la Commande Publique.

SOMMAIRE

1. OBJET
2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE
3. LOTS
4. TRANCHES
5. OPTIONS / VARIANTES
6. DUREE DU MARCHE
7. ASSURANCE A L'EGARD DES TIERS
8. CONDITIONS D'EXECUTION
9. DETERMINATION DES PRIX ET REVISION
10. AVANCE ET ACOMPTE
11. AUTRES AVANCES
12. PAIEMENT – ETABLISSEMENT DE LA FACTURE
13. CONDITIONS D'EXECUTION
14. BESOINS EXEPTIONNELS
15. AUGMENTATIONS – DIMINUTION DES SURFACES A NETTOYER
16. PENALITES – REFACTIONS
17. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER
18. RESILIATION
19. ATTRIBUTION DE COMPETENCE
20. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX
21. PIECES A REMETTRE EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE

ARTICLE I. OBJET

Le présent marché concerne le nettoyage des locaux des sites de la CCI REUNION.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans chacun des cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes par lot.

Condition de consultation

Le marché est passé sur le fondement d'une procédure formalisée en application des articles : R2124-1 à 6 ; R.2162-1 à 4 ; R2162-13 et 14 ; R 2113-1 à 3 avec minimum du décret n°2019-259 du 29 mars 2019 du Code de la Commande Publique.

Type de marché

Marché de Fournitures Courantes et de Services.

Accord à bons de commande mono attributaire.

ARTICLE II. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Documents communs

- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Règlement de Consultation (RC)
- Avis d'Appel Public à la Concurrence (AAPC)
- Annexe conflit intérêt

Documents spécifiques au lot

- L'acte d'engagement : 1 par lot.
- Les Décompositions de Prix Globaux et Forfaitaires (DPGF) : 1 par lot
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes : 1 par lot (Récapitulatif des personnels, attestation visite)
- Le mémoire descriptif des prestations de l'entreprise (transmis par l'entreprise)

▪ Pièces générales

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) en vigueur à la date de la signature du présent marché (Ce document réputé public n'est pas joint au marché).

ARTICLE III. LOTS

Le marché est décomposé de neuf (9) lots comme suit (les adresses des lieux d'exécution sont indiquées dans les CCTP) :

- Lot 1: Siege
- Lot 2: PF-Nord
- Lot 3 : CRITT
- Lot 4 : Maison de l'Entreprise Est
- Lot 5: PF-Centhor
- Lot 6: PF-Cirfim
- Lot 7: Maison de l'Entreprise Ouest
- Lot 8: Maison de l'Entreprise et de la formation Sud
- Lot 9 : Domaine des pierres

Les sites suivants sont susceptibles de voir leurs superficies et leurs fréquences de nettoyage diminuées ou augmentées de + de 20% : Lot 6: PF-Cirfim et Lot 9: Domaine des pierres.

ARTICLE IV. TRANCHES

Tranche : Non

ARTICLE V. OPTIONS / VARIANTES

Variante : Non

Option : Le marché comporte des options complémentaires au sens communautaire :
Avenant, marché complémentaire et reconduction

ARTICLES VI. DUREE DU MARCHE

Le présent marché s'exécute par l'émission de bons de commande chaque mois et par chacun des sites.

Durée du marché : Le marché est passé pour une période ferme d'UN (1) AN à compter de la date de réception de l'ordre de service (par courrier ou mail) qui indiquera le début de la prestation.

Les reconductions seront expresses et ce à l'initiative du pouvoir adjudicateur, par périodes d'UN AN (1) sans pouvoir excéder une durée totale de QUATRE ANS.

Dans le cas contraire, le pouvoir adjudicateur doit notifier sa décision au titulaire du marché au moins deux mois avant l'expiration de chaque période annuelle.

Le titulaire du marché comme la CCI Réunion pourront se dégager du contrat au moins deux mois avant la fin de la durée de validité du marché. Il restera toutefois engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

ARTICLES VII. ASSURANCE A L'EGARD DES TIERS

Le titulaire devra justifier, avant tout commencement d'exécution, qu'il a une assurance garantissant la responsabilité qu'il peut encourir soit de son fait, soit du fait des personnes travaillant à son service, à l'occasion de l'occupation des locaux et de l'utilisation des installations et du matériel mis à sa disposition, ainsi qu'à l'occasion des actes de toute nature accomplis dans l'exercice de son activité.

Le titulaire s'engage à justifier de la régularité de sa situation à toute demande de l'administration, par la présentation des polices et quittances ou attestations correspondantes.

ARTICLES VIII. CONDITIONS D'EXECUTION

Le personnel

Le titulaire du marché recrute et rémunère le personnel nécessaire et l'emploie sous sa seule responsabilité. Il s'engage à établir une formation adaptée et suffisante pour celui-ci. Il devra en outre transmettre l'attestation de formations individuelles des agents à l'hygiène et nettoyage des locaux dès le premier semestre.

Le nombre et le niveau professionnel du personnel sera précisé par le titulaire. Il doit communiquer à l'administration tous les renseignements administratifs relatifs à l'état civil et à la qualification du personnel.

La liste de ces personnels sera tenue à jour régulièrement. Le titulaire s'engage à appliquer les textes légaux et la réglementation en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail et législation fiscale.

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France. La proportion maximale des travailleurs d'aptitude

physique restreinte et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la législation en vigueur.

Les effectifs

Les effectifs globaux nécessaires à toutes les prestations seront décrits au tableau annexé à l'acte d'engagement, ils seront fixés par le titulaire.

Remplacement du personnel

En cas d'absence d'un ou plusieurs agents, le titulaire pourvoira à leur remplacement. En cas de manquement à cette obligation, le titulaire s'exposera à des pénalités définies à l'article **XVI** du présent CCAP.

Service minimal en cas d'arrêt de travail

En cas d'arrêt de travail de son personnel, le titulaire sera tenu d'assurer les prestations définies ci-après, indispensable au maintien de l'hygiène et de la sécurité :

- Nettoyage et approvisionnement des blocs sanitaires
- Ramassage, enlèvement et évacuation dans les conteneurs prévus à cet effet des papiers et objet divers dans les zones publiques
- Collecte et vidage des poubelles et cendriers dans les récipients idoines et évacuation dans les conteneurs mentionnés ci-dessus.

Visites médicales

Le titulaire devra obligatoirement soumettre à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent, avant sa prise de fonction, ou au plus tard avant la fin de la période d'essai.

Il soumettra d'autre part son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur. Les dates de ces examens, l'identité des agents et la conclusion des médecins du travail sur leur aptitude physique seront consignés par le titulaire sur un registre spécial.

Vêtement de travail

Le titulaire du marché devra doter son le personnel, soit :

- De vêtements de travail et équipements de protection individuelle.
- Ou de tenue identifiant la société
- Et/ou de badges identifiant la société et le salarié.

Comportement du personnel

Le personnel du titulaire devra faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers.

Sécurité

Le titulaire présentera à la personne publique avant tout commencement des Prestations **son plan de prévention** (notamment pour le nettoyage extérieure des vitres) .

Ce plan sera fait lors d'une visite des locaux il se fera avec un responsable de la sécurité.

Le titulaire devra fidéliser les équipes intervenant dans les locaux et les sensibiliser aux risques encourus. Il s'engage à former les personnels qu'il emploie aux risques encourus dans les locaux en fonction des activités qui s'y déroulent. IL fournira le programme de cette formation et la copie des attestations nominatives de formation.

Obligation de discrétion et de confidentialité - Mesures de sécurité/Mesures de sûreté.

Obligation de formation d'hygiène en milieu d'hôtellerie et de restauration

La protection de l'environnement

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

L'obligations de l'entreprise : En fonction du site

L'entreprise est tenue de se conformer aux lois et règlements relatifs :

- Aux établissements recevant du public
- A la sécurité des installations et notamment des installations électriques ;
- Aux conditions d'exercice fixées pour le titulaire selon sa profession et d'une manière :

Au respect de la convention collective propre à cette prestation

Au respect des milieux d'hôtellerie et restauration

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a reçu de la personne publique communication, à titre confidentiel, de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir la confidentialité attachée à cette communication.

Il ne doit pas divulguer d'information qui résulte de l'exécution du marché ou pourrait parvenir à sa connaissance à l'occasion de celui-ci.

Il doit sans délai avertir la personne publique de toute violation de l'obligation de confidentialité ci-dessus.

En cas de non-respect par le titulaire des obligations résultant du respect du présent article, la personne publique peut résilier le marché, sans préjudice du droit à dommages et intérêts pour le dommage éventuellement subi.

Garantie

SANS OBJET

ARTICLE IX. DETERMINATION DES PRIX - REVISION

Le marché est traité à prix forfaitaire, fermes et définitifs pour la première année. Ils sont ceux figurant sur l'acte d'engagement. Les prix sont établis sur la base des conditions économiques du trimestre en cours.

Ces prix seront révisables 2 mois avant le terme de l'année en cours, le titulaire devra transmettre les justificatifs liés à cette révision de prix à la CCI Réunion. La date d'application des nouveaux tarifs se fera lors de la reconduction de la nouvelle période de nettoyage à défaut des justificatifs les tarifs initiaux seront reconduit.

Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, le prix sera révisé par l'application de la formule de révision suivante par référence à l'indice de prix publié sur le site Internet de l'INSEE, libellé : Services de nettoyage courant, marché public au moyen de la formule suivante

$$P = P_0 \times I$$

Ou

P = Prix révisé pour l'année

P₀ = Prix initial du marché

I = Indice des prix connu aux dates anniversaires du marché

I₀ = Valeur de l'indice au mois d'établissement des prix

L'indice de démarrage est celui du trimestre avant l'établissement du prix du marché.

Clause de sauvegarde

Toutefois, si la hausse du prix ainsi révisé devait être supérieure à 3 % du prix de l'année N-1, la C.C.I. Réunion se réserve le droit de renégocier un nouveau prix avec le prestataire.

Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

ARTICLE X. AVANCE ET ACOMPTE

Avance :

Confère article R. 2191-3 à 19 du décret n°2019-259 du 29 mars 2019 relatif au code de la commande publique.

Acompte :

Confère article R. 2191-20 à 22 du décret n°2019-259 du 29 mars 2019 relatif au code de la commande publique

ARTICLE XI. AUTRES AVANCES

Il n'est pas prévu d'autres avances.

ARTICLE XII. PAIEMENT - ÉTABLISSEMENT DE LA FACTURE

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon le décret relatif au Code de la Commande Publique marchés publics. Le règlement se fera par virement bancaire d'après le RIB fourni par le candidat.

En cas de dépassement de ce délai de paiement, des intérêts moratoires seront versés au titulaire, selon la réglementation en vigueur.

Le taux de ces intérêts est égal au taux marginal de la BCE en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de sept points.

Le paiement se fera par virement bancaire d'après le RIB fourni par le candidat

L'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 a rendu la **facturation électronique obligatoire** dans les marchés publics de manière progressive. Déjà déployée pour les entreprises de plus de 10 salariés la **facturation électronique est devenue obligatoire** depuis le 1^{er} janvier 2020 (article L. 2192-1 du Code de la Commande Publique).

Cette obligation suppose que l'ensemble des demandes de paiement soient transmises de manière dématérialisée sur le portail public de facturation, désigné sous le nom de **Chorus PRO**.

Il s'agit d'une solution mutualisée, **mise à disposition par l'Etat** et qui **le dépôt, la réception et la transmission des factures sous forme électronique**.

Conformément à la réglementation en vigueur, les factures sont déposées sur la plateforme de l'Etat « Chorus PRO » : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Vos factures et pièces complémentaires sont à déposer avec le code Siret et code service suivants :

Service Général	189 742 117 00014
Code Service	SG-DIRECTION FINANCIERE
Pôle Formation	189 742 117 000 97
Code Service	PF-COMPTABILITE

Facturation

Les prestations régulières seront facturées mensuellement pour chaque lot sur présentation de factures détaillées établies par le titulaire. Afin de garantir le bon suivi de la facturation par la CCI Réunion, les factures devront présenter des Libellés explicites établis en rapport avec les prestations effectivement réalisées.

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre **les numéros d'identité de l'émetteur** et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Les prestations occasionnelles ou supplémentaires seront facturées à part.

L'administration déduira, le cas échéant les pénalités.

Délais de paiement

Les paiements s'effectuent conformément aux règles de la comptabilité publique.

ARTICLE XIII. CONDITIONS D'EXECUTION

Les prestations sont fournies à des horaires et fréquences précisées dans les CCTP.

L'établissement se réserve le droit, si les nécessités de service l'exigent, de prescrire une modification de ces horaires : le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité tant que la variation imposée pour le commencement ou la fin d'une vacation ne dépasse pas une heure.

ARTICLE XIV. BESOINS EXCEPTIONNELS

Pour répondre à un besoin exceptionnel et/ou de courte durée, l'administration pourra adresser au titulaire des commandes de prestations similaires par ordre de service (OS). Le double de ces OS devra être joint à la facture.

Celle-ci sera établie sur la base d'un devis préalablement accepté par l'administration et sera distincte des factures afférentes aux prestations régulières de nettoyage.

ARTICLE XV. AUGMENTATIONS / DIMINUTIONS DES SURFACES A NETTOYER

La CCI REUNION se réserve le droit de procéder à des augmentations ou des diminutions du volume des prestations mentionnées dans le présent marché ainsi qu'à leur changement de nature dans une limite de 20% évaluée aux prix initiaux sans que le titulaire ne puisse élever aucune réclamation. Au-delà de cette limite, de nouvelles conditions de prix pourront être établis entre les parties. Les modifications éventuelles donneront lieu à la conclusion d'avenants.

Par ailleurs les sites suivants sont susceptibles de voir leurs superficies de nettoyage réduire ou augmentées de + de 20% : Lot 6: PF-Cirfim et Lot 9: Domaine des pierres

ARTICLE XVI. PENALITES / REFACTION DE PRIX

Les prestations non exécutées ou partiellement exécutées donneront lieu à l'application d'une réfaction sur la facture du mois suivant.

Les contrôles périodiques conjoints tels que décrits dans les CCTP, donneront lieu à trois appréciations :

- Insatisfaisant
- Satisfaisant
- Très satisfaisant

Deux contrôles consécutifs conjoints avec l'appréciation **insatisfaisante** Entraîneront l'application d'une **pénalité de 4%** de la facture du mois suivant.

Trois contrôles consécutifs conjoints avec l'appréciation **insatisfaisante** Entraîneront l'application d'une **pénalité de 6%** de la facture du mois suivant.

Une période test d'un mois, à compter de la notification du marché, sans pénalités, permettra au prestataire d'adapter ses moyens. Il devra mettre à jour et présenter aux référents des sites de la CCI Réunion les fiches synthèses de nettoyage.

Ces fiches seront transmises aux équipes de nettoyage en tant que "check list"

Par ailleurs, la non-transmission des attestations de formation à l'hygiène et nettoyage des locaux dès le premier semestre sera considéré comme non-respect des engagements liés à la prestation de nettoyage.

ARTICLE XVII. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs Français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'Euro (€).

Le prix libellé en euros restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir l'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE XVIII. RESILIATION

Les stipulations du CCAG FCS sont seules applicables.

Le marché sera résilié au tort du titulaire sans qu'il ne puisse prétendre à indemnités dans les cas suivants :

- En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R2142-1 à 27 ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 324-4 ou R. 324-7 du code du travail.
- En cas de problèmes persistants liés aux contrôles consécutifs.
- De déménagement ou fermeture du site.

ARTICLE XIX. ATTRIBUTION DE COMPETENCE

En cas de litiges relatifs à l'exécution du marché, le tribunal compétent est celui du domicile de l'administration.

ARTICLE XX. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

- Dérogations à l'article 14-1 du CCAG par article XIV du CCAP.

ARTICLE XXI. PIÈCES A REMETTRE EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE

Outre les pièces fournies lors de l'attribution du marché, le titulaire s'engage à remettre à la CCI Réunion tous les 6 mois et ce jusqu'au terme du présent marché :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de 6 mois,
- Une attestation relative aux déclarations fiscales, et le cas échéant à l'emploi des salariés.

Date : Cachet et signature du candidat

Nom de l'entreprise :

Nom de représentant habilité :

Reconnaît avoir pris connaissance des prescriptions contenues dans le présent CCP

P/L'ENTREPRISE